

S'ÉMANCIPER D'UNE AUSTÉRITÉ DESTRUCTRICE

Jeudi 9 avril a lieu une journée interprofessionnelle de grèves et de manifestations, unissant le public et le privé, à l'initiative de la CGT, de FO, Solidaires et de la FSU. Salaires, emplois, conditions de travail et mobilisation contre la loi Macron sont au cœur de cette journée. Alors que le pouvoir Hollande-Valls ne cesse d'invoquer que la « reprise est là », le vécu du monde du travail, des chômeurs et des précaires est différent. Une contradiction qui mérite un décryptage.

La reprise : de quoi et pour qui ?

A écouter les chantes de la rigueur libérale, les indicateurs passent au vert. Une seule reprise est certaine, c'est celle des profits et dividendes des plus grands groupes. Ainsi pour 2014, les entreprises du CAC40 affichent une progressions de 33% de leurs profits à 62 milliards d'euros. Les actionnaires se taillent la part du lion avec 56 milliards de dividendes et rachats d'actions soit une augmentation de plus de 30% ! Mais déjà à ce niveau une ombre est au tableau, cette exubérance des profits s'opère à chiffre d'affaires stationnaire, à peine 0,1% d'augmentation. L'activité réelle n'est pas repartie.

Ce sont donc les sacrifices sur les salaires et l'emploi, ainsi que les cadeaux fiscaux et autres exonérations accordés par le gouvernement qui sont une des principales origines de ce dynamisme des profits.

Et les salaires ?

Que cache cette statistique sur le « salaire moyen du privé » augmentant de 1,4% en 2014 ?

Un bon exemple est donné par le groupe Renault. Dans le cadre des « accords de compétitivité » chers à monsieur Macron, il y a chez Renault, un gel des salaires en 2013, une augmentation de 0,5% en 2014 et 8260 suppressions d'emplois d'ici 2016.

Mais il y a au moins un salarié de Renault qui échappe à ces sacrifices, c'est le PDG monsieur Carlos Ghosn, dont la rémunération en 2015 va augmenter de 169% à 7,2 millions d'euros, contre « seulement » 2,67 millions l'année précédente. Il n'est prévu que 0,75% d'augmentation pour les ouvriers et employés du groupe en 2015 ! Ajoutons que pour monsieur Ghosn, il s'agit d'un salaire pour un emploi à mi-temps, Nissan lui versant 7,6 millions d'euros au titre de PDG de Nissan.

Ce n'est pas qu'un exemple caricatural. Souvenons nous : en 1989, le Canard Enchaîné avait fait scandale en publiant la feuille d'impôt de monsieur Calvet, alors PDG de PSA.



Il en ressortait un revenu de l'ordre de 3 millions de francs, soit 450.000 euros par an. A l'époque, en moyenne, un patron du CAC40 gagnait 40 fois plus qu'un smicard. Aujourd'hui, ces mêmes dirigeants gagnent de l'ordre de 200 à 400 fois plus qu'un smicard ! Ce qui était leur niveau de salaire annuel est devenu leur gain mensuel moyen.

Ce creusement des inégalités rend non significatives les statistiques sur le « niveau moyen » de rémunération, les écarts s'étant beaucoup creusés. De même, cette statistique ne tient pas compte de la fonction publique où le point d'indice est gelé depuis 2010, et où des rémunérations nettes baissent du fait de l'augmentation des cotisations pour les retraites.

Pouvoir d'achat et dettes

Sous réserve d'inventaire sur, là encore, les inégalités, l'augmentation annoncée de 0,5 pouvoir d'achat moyen des ménages en 2014, tient principalement à un facteur, qui ne doit rien à la politique gouvernementale, qui est la baisse du prix du pétrole enregistrée au deuxième semestre dans le monde. Quant au recul du déficit public à 4% du PIB, c'est à la baisse des taux d'intérêt de la BCE qu'on le doit, baisse qui s'est répercuté sur les taux des obligations d'État.

Il est par contre à souligner que cette conjonction exceptionnelle d'éléments extérieurs favorables (baisse des taux de la BCE, baisse du dollar, baisse du pétrole) peine à contrebalancer les effets récessifs de l'austérité salariale et budgétaire.

MANIFESTATION

pour les salaires, l'emploi
et contre la loi Macron

9 AVRIL

à l'appel de la CGT,
FO, FSU et Solidaires

C'est que la stratégie de l'austérité, démarche choisie par le gouvernement comme par les instances de l'Union Européenne, est source de déflation et d'inégalités. Elle repose sur la conviction que l'austérité salariale relance la production alors qu'elle ne relance que les profits ; que l'austérité budgétaire permet de résorber la dette, ce qui est faux. La dette publique cumulée de la France atteint 95% du PIB fin 2014 contre 92,3% en 2013.

Cette stratégie est inefficace car l'austérité salariale et budgétaire pénalise les ménages, les PME et les collectivités locales (en témoigne le recul de 4,5 milliards d'euros de l'investissement public en 2014), et donc les sources d'activités et de consommation. Alors que la politique monétaire de la BCE favorise principalement les banques et les circuits financiers. (et favorise de nouvelles bulles spéculatives) Leurs effets ne peuvent donc pas se compenser.

Voilà pourquoi s'émanciper de l'austérité est à la fois une exigence revendicative d'aujourd'hui et un changement de cap nécessaire pour une issue à la crise.

Vite l'alternative

Les communistes et tout le Front de gauche appellent toutes les forces citoyennes, politiques et sociales disponibles à la construction d'un mouvement de gauche alternatif ample et populaire, à vocation majoritaire pour ouvrir à nouveau l'espoir. Communistes et autres composantes du Front de gauche, écologistes, socialistes refusant l'impasse actuelle, militant-es de Nouvelle Donne, citoyen-nés, syndicalistes, militant-es de toutes causes... doivent converger pour construire ce nouvel espoir.

